



Conseil de sécurité

Distr. générale
10 juillet 2019
Français
Original : anglais

Lettre datée du 10 juillet 2019, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Comme suite à la lettre de M. l'Ambassadeur Dian Triansyah Djani datée du 24 mai 2019, j'ai l'honneur de confirmer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé de dépêcher une mission en Colombie du 11 au 14 juillet 2019. Ils en ont arrêté le mandat, qui figure en annexe.

La mission sera codirigée par M. l'Ambassadeur Gustavo Meza-Cuadra (Pérou) et M. l'Ambassadeur Jonathan Guy Allen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

À l'issue de consultations avec les membres du Conseil, il a été décidé que la mission serait composée comme suit :

M. l'Ambassadeur Xolisa Mfundiso Mabhongo (Afrique du Sud)
M. l'Ambassadeur Christoph Heusgen (Allemagne)
M. l'Ambassadeur Marc Pecsteen de Buytswerve (Belgique)
M. Dianbin Zhang (Chine)
M. l'Ambassadeur Gbolié Désiré Wulfran Ipo (Côte d'Ivoire)
M. Rodney Hunter (États-Unis d'Amérique)
M. l'Ambassadeur Vassily A. Nebenzia (Fédération de Russie)
M. Antoine Michon (France)
M. l'Ambassadeur Anatolio Ndong Mba (Guinée équatoriale)
M. l'Ambassadeur Dian Triansyah Djani (Indonésie)
M. l'Ambassadeur Mansour Alotaibi (Koweït)
M. l'Ambassadeur Gustavo Meza-Cuadra (Pérou)
M^{me} l'Ambassadrice Joanna Wronecka (Pologne)
M. l'Ambassadeur José Singer Weisinger (République dominicaine)
M. l'Ambassadeur Jonathan Guy Allen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) Gustavo **Meza-Cuadra**



Annexe

Mandat de la mission du Conseil de sécurité en Colombie (11 au 14 juillet 2019)

1. Le Conseil de sécurité effectuera une mission en Colombie dans les conditions définies dans ses résolutions [2366 \(2017\)](#), [2377 \(2017\)](#) et [2435 \(2018\)](#). Cette mission sera codirigée par le Pérou et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
2. Les objectifs de la mission sont les suivants :
 - a) Manifester l'attachement sans réserve du Conseil de sécurité au processus de paix en Colombie et son appui à la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable ;
 - b) Observer et appuyer les efforts déployés par la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie pour exécuter son mandat conformément aux résolutions [2366 \(2017\)](#), [2377 \(2017\)](#) et [2435 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité ;
 - c) Affirmer l'importance de la fin du conflit avec les anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire, prendre acte des difficultés que pose la consolidation de la paix après plus de 50 ans de conflit, comprendre les aspirations et préoccupations des parties et des autres acteurs, et encourager l'établissement d'une coopération constructive et le maintien de la dynamique instaurée aux fins de l'application de l'Accord dans l'intérêt de toute la population colombienne.
3. Pour atteindre ces objectifs, la mission tiendra des réunions avec des représentants :
 - a) du Gouvernement colombien ;
 - b) de la Force alternative révolutionnaire du peuple ;
 - c) de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie ;
 - d) des commissions de paix du Congrès ;
 - e) des institutions de justice transitionnelle relevant du Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition ;
 - f) de l'équipe de pays des Nations Unies en Colombie ;
 - g) de la société civile, de communautés locales et d'organisations non gouvernementales.
4. La mission s'efforcera d'atteindre ses objectifs en se rendant dans un secteur territorial de formation et de réintégration où d'ex-combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire sont en cours de réintégration ; elle y rencontrera notamment des habitants du secteur, les autorités compétentes, ainsi que des représentants de la société civile et des responsables locaux.
5. La mission s'emploiera à mettre en pratique les enseignements tirés de précédentes missions du Conseil de sécurité.
6. La mission sera accompagnée de représentants des médias.